

"C'est une grande folle que de vouloir être sage tout seul". —LaRocheFoucauld.

LE CANADIEN D'OTTAWA

"Ne dites jamais du mal de vous; vos amis en diront toujours assez." —Talleyrand.

OTTAWA, VENDREDI, 23 OCTOBRE 1925.

Comment on nous trompe

La cause du malaise, de la paralysie des affaires est dans l'instabilité de la politique du gouvernement King et dans le manque de protection. M. King et ses ministres se contredisent et jouent sur les mots pour essayer de se dérober à leurs devoirs et pour cacher leurs faiblesses, leurs erreurs, leurs fautes.

M. King dit: "Je ne suis pas en faveur du libre-échange, mais je suis pour l'échange plus libre".

M. Stewart, un autre ministre, dit: "Le gouvernement a sonné le glas de la protection".

M. Motherwell, un autre ministre, déclare: "Nous nous acheminons vers la réciprocité que veut l'Ouest".

M. Gouin dit: "La protection s'impose". Mitchell, Marler, MacCrea disent la même chose, mais pour un portefeuille Marler renie son principal vote.

M. Lapointe, un autre ministre, dit: "Le parti libéral n'est pas contre la protection, mais il est pour l'échange libre, pour la réciprocité".

M. Cardin, un autre ministre, est publiquement contre la nationalisation des Chemins de fer; et son chef, ainsi que ses collègues Motherwell, Stewart, Graham sont pour. Et M. Cardin ne démissionne pas!

En 1902, M. Israël Tarte, pour avoir préconisé une politique de protection, sans l'assentiment du cabinet, fut obligé de démissionner. Aujourd'hui la solidarité ministérielle est violée impunément par des farceurs, par des exploités.

L'hon. M. Patenaude a très bien analysé et fustigé à Saint-Laurent cette indécision, cette imprécision, ces contradictions, cet opportunisme en matière tarifaire et cette tendance parfois marquée mais toujours active au libre-échange quand il demandait: "Est-il quelqu'un qui sache si M. King est en faveur d'un tarif plus élevé, moyennement protectionniste ou un peu ou beaucoup abaissé?"

Les salaires et le chômage

Les deux questions sont toujours d'un grand intérêt pour la classe ouvrière du Canada, mais elles le sont également pour toute la population.

Le chômage signifie une dépression générale chez le cultivateur et le marchand; bons salaires sont le signe certain de la prospérité d'un pays.

On peut avoir une idée de la situation qui existe au Canada par une comparaison entre 1924 et quelques années précédentes sur ces questions:

Nombre de manufactures—22,942 en 1920; en 1922 le nombre de ces établissements avait diminué de 758.

Le capital des manufacturiers qui était de \$3,208,000,000 en 1920 est tombé de \$3,125,000,000 en deux ans. Pendant cette même période les salaires sont diminués de \$698,000,000 à \$498,000,000.

Les industries en 1920 employaient 594,534 ouvriers; en 1922 on n'en trouve que 468,668.

Depuis quatre ans on calcule que 2,800 industries ont fermé leurs portes, soit en faisant faillite ou en transportant leurs établissements aux Etats-Unis.

La réforme du sénat

Une économie de 40 millions pour le trésor national en deux séances est au crédit du Sénat qui n'a jamais hésité à mettre en échec les mesures du gouvernement qui lui paraissent trop onéreuses pour le pays. Pour pratiquer cette économie les sénateurs ont dû en plus d'une occasion contrecarrer les desseins de M. King. C'est ce qui explique pourquoi l'an dernier le premier ministre a préconisé comme une mesure d'urgence nationale la réforme du Sénat.

La Chambre-haute à la dernière session a économisé tout près de 3 millions en amendant la loi d'indemnisation des députés de la banque Home qui nous aurait coûté \$5,450,000. Elle a de plus fait avorter le projet d'un embranchement de chemin de fer en Nouvelle-Ecosse qui n'était rien moins qu'une mesure électorale. Au dire des experts cet embranchement nous aurait coûté \$7,000,000.

Les sénateurs ont aussi rejeté le projet de crédit rural—mesure qui visait les cultivateurs de l'Ouest. Elle nous aurait coûté \$10,000,000.

De sorte qu'à cette session l'économie fut de \$16,500,000. A la session de 1924 le Sénat a tenu la même attitude et sauvé 24 millions au trésor. Soit en deux ans 40 millions. On comprend que M. King ait songé à contrôler la Chambre-Haute. Mais il n'a pas tardé à se rendre compte que ce n'est pas une tâche facile de s'attaquer ainsi à la constitution pour faire le jeu d'un parti. Aussi il ne fut pas lent à changer de tactique. Il résolut de ne plus repaier de cette grande mesure de réforme.

Les taxes sont écrasantes

Nous avons cité dernièrement le compte des taxes comparées des citoyens des principales villes du Canada. Ce tableau démontrait que ce sont les habitants des provinces de l'Est qui savent le mieux pratiquer l'économie. En effet, s'ils paient les mêmes impôts fédéraux, leurs taxes provinciales et municipales sont moins élevées que ne le sont celles des villes et des provinces situées à l'Ouest d'Ottawa. Il n'est pas mauvais de noter cette tendance des populations de l'Ouest à l'extravagance. C'est parce qu'ils ont été extravagants qu'ils préconisent aujourd'hui une politique égoïste, qui ne vaudrait rien de bon pour le pays tout entier.

Aujourd'hui, nous attirons l'attention sur le coût approximatif des diverses administrations fédérales, provinciales et municipales du Canada. Il en coûte à notre peuple \$600,000,000 par année pour avoir des ministres, des députés, des fonctionnaires dans ces trois sphères gouvernementales. Or, le revenu global de tous les citoyens et de toutes les classes de la société canadienne s'élève, en moyenne, à \$3,000,000,000 annuellement. Nos taxes administratives sont donc égales au sixième de la recette nationale. Autrement dit, le peuple canadien travaille un jour sur six, soit pratiquement un jour par semaine, pour payer ses taxes; et chaque fois qu'il enregistre six dollars de salaire ou de revenu, il paie une piastre en impôt à ses administrateurs.

Où étaient-ils

"Bien qu'il ouvre toutes grandes et de l'Ontario. La présente campagne portée à une foule de produits offre l'occasion de le leur agricoles australiens qui viendront dorénavant personnellement. Ce se faire la compétition aux nôtres, il faut aussi le moment pour les cul-lisaise persister des droits australiens tellement élevés qu'ils prohibent l'entrée des produits canadiens dans ce pays.

"Où étaient donc nos députés ruraux quand ce traité fut étudié durant la dernière session? se demanderaient les cultivateurs de Québec"

EN MARGE DE L'ACTUALITE

Trop rire, fait pleurer.

Trop de précaution nuit.

Ne t'attends qu'à toi seul.

Tel est pris qui croyait prendre.

La modestie cherche à se faire oublier.

Une sottise question attire sottise réponse.

Souvent, tout dépend du premier pas.

Un avaré possède l'or, mais l'or le possède.

Une hirondelle ne fait pas le printemps.

Souris qui n'a qu'un trou est bientôt pris.

La prudence est entre la ruse et la simplicité.

La rivière ne grossit pas, sans être troublée.

En prolongeant les adieux, on manque le train.

Il en coûte cher parfois, pour devenir raisonnable.

Qui veut le superflu, perd souvent le nécessaire.

Un coup de lance vaut mieux qu'un coup de langue.

Sans un peu d'indulgence, il n'est point de justice.

Quand on veut qu'elle on trouve toujours un prétexte.

Un bon renard ne mange jamais les poules de son voisin.

On peut menacer souvent, et n'être jamais redoutable.

Mépriser le mépris est le plus sûr moyen de n'en pas souffrir.

Ayez tort ou raison, ne vous attaquez pas à plus fort que vous.

Le meilleur juge est souvent celui qui donne tort aux deux partis.

Celui qui jappe ne doit pas se plaindre si on le traite comme un chien.

Le remord harcèle le coupable, surtout quand il songe à y échapper.

Ceux qui s'aventurent trop en paroles, s'attirent souvent des égratignures.

UNE PIÈGE.

Elle.—Vous embrassez comme si vous aviez beaucoup d'expérience.

Lui.—Comment le savez-vous?

LUNE ROUSSE.

—Je me demande où j'avais la tête, vraiment, quand j'ai consenti à vous épouser.

—Mais sur mon épaula, ma chérie, sur mon épaula.

UNE NUANCE!

Grosme.—On dit qu'un homme marié vit plus longtemps qu'un célibataire.

Batch.—Folles! le temps lui paraît plus long, voilà tout!

CHEZ LES TOUBIBS...

—Ça va mieux, ce matin?...

Vous mangerez volontiers?...

Vous aimez le poisson?...

Parfait!... Mais sœur, vous pouvez lui donner ça ce matin deux cuillerées d'huile de foie de morue...

Le directeur.—Oh est la pomme? la pomme pour mettre sur la tête du fils de Tell? Mille diables, pressez, pressez... La pomme...

Le metteur en scène.—Tell vient de la manger... il dit que vous lui avez refusé une avance et qu'il crevait de faim...

Mrs. Blackwood.—La semaine dernière, j'ai lavé la pantalon à carreaux d'Ike, et il a tellement rétréci que je ne puis plus le lui mettre...

Mrs. Whitehead.—Lavez Ike!

PROVERBES ARABES.

—Tout chien aboie sur sa porte; tout lion est fier dans sa forêt.

—Quand on se noie on s'accroche au brin de mousse.

—L'Hypercrite: En face, miroir; par derrière, ciseaux.

—Celui qui dit du mal d'autrui médit de toi.

—Il éclaire aux autres et se brûle.

—Dans le pays des palmiers, on nourrit les ânes avec des dattes.

—Tous ceux qui sont vêtus d'une peau de tigre ne sont pas courageux.

—Celui qui se chauffe au feu en connaît la chaleur.

—Le lion ne se nourrit que de sa chasse.

—C'est avec sa corne que le taureau défend son nez.

—Celui qui verse à boire aux autres boit le dernier.

Dormez en paix

Jamais depuis la Confédération un parti n'a eu un appui aussi solide de la province de Québec que le gouvernement actuel. Aux dernières élections cette province élisait dans ses 65 comtés 65 libéraux. Laurier, qui pourtant s'est surtout appuyé sur la vieille province, n'a jamais eu un appui aussi considérable. A sa seconde élection (en 1900) il remportait 56 sièges. Dans la grande tourmente de la guerre il a gagné 62 comtés mais M. King qui est venu après lui a remporté tous les sièges de la province qui, par le fait lui assurant le pouvoir puisque dans Ontario il ne faisait élire que 21 députés et 31 dans le reste du pays. La députation de Québec comptait donc pour la majorité dans le parti qui s'empara du pouvoir après avoir passé dix ans dans l'opposition.

Il y a déjà quatre ans que M. King est aux affaires grâce à ce que l'on a appelé le "bloc solide de Québec." Ce bloc fut élu pour "redresser des injustices", "pour donner aux Canadiens-français la part qu'on leur avait refusée" et enfin "pour venger la vieille province de Québec."

Disposant de la majorité dans les rangs ministériels les députés de Québec pouvaient à leur gré faire valoir leurs revendications et exiger le redressement des griefs.

Tous ou presque tous ont été élus à la suite d'une campagne de protestation contre un régime qu'ils prétendaient être une violation continuelle de nos droits. Dans la province de Québec on les a crus et ils furent tous élus pour être les "défenseurs de la race."

Voilà déjà quatre ans qu'ils sont à Ottawa où ils disposent de la majorité. Il n'est pas mal à propos de leur demander compte de leur conduite au parlement.

Un journal de Québec déçu par ce "bloc solide" écrivait dernièrement cette sanglante apostrophe:

"Nos 65 vaillants députés de Québec qui dorment sur leurs banquettes à la Chambre des Communes ou ridiculisent leurs camarades qui demandent le respect du français en ce pays, sont priés de continuer de dormir en paix jusqu'au jour prochain où leurs électeurs de langue française se chargeront de les réveiller."

QU'ILS DORMENT EN PAIX! Bien que la province de Québec n'ait jamais disposé d'une influence aussi grande dans un ministère elle est aujourd'hui soumise à un véritable régime d'injustice. Depuis que M. King est au pouvoir avec ses 65 députés de Québec nous avons perdu à Ottawa une grande partie de nos prérogatives et jamais le français fut aussi ignoré par le gouvernement.

M. Doucet, un député acadien a protesté contre ces violations du droit du français et c'est un député canadien-français, le Dr J.-E. Fontaine de Hull, qui s'est levé pour chercher à le déprécier en voulant prétendre que nous avions largement notre part.

DRESSONS UN BILAN!

Voyons où nous en sommes. Les chiffres fournis par le gouvernement suffisent.

—Sous M. Meighen sur 19 sous-ministres il y avait 9 Canadiens-français. Sous M. King il y en a 3 dont un ne parle pas le français. L'hon. M. Lapointe, lui-même, celui que l'on désigne comme le chef du "bloc solide" s'est nommé un sous-ministre de langue anglaise. L'hon. M. Bureau a pris un secrétaire de langue anglaise. Les sous-ministres de langue française nommés sous M. King l'ont été par des ministres de langue anglaise parce que la presse française du pays faisait depuis plus d'un an une campagne sans merci pour forcer la main du gouvernement. C'est acculé au mur, à la dernière minute, et alors qu'il était à bout de ressources que le gouvernement a cédé.

Sous le régime du "bloc solide" quelle est la part du français dans les services fédéraux?

1.—Les inscriptions dans les édifices fédéraux sont presque toutes anglaises.

2.—A l'édifice Hunter qui abrite 3,000 fonctionnaires il y a environ 1,000 inscriptions: toutes anglaises.

3.—Au ministère de l'Immigration M. Egan, sous-ministre, déclarait dernièrement: "Le ministère n'a nulle part de formules françaises et nous ne voyons pas la nécessité d'avoir d'autres formules que les anglaises. Nous n'en avons pas et nous ne voyons pas la nécessité d'en avoir." Le ministre de ce département est l'hon. M. Robb, député de Chateauguy (Québec).

4.—L'hon. M. Fielding, ministre des Finances écrivait le 28 avril 1922 que les affaires de son ministère se transigeaient uniquement en anglais. "C'est une coutume établie depuis longtemps, écrivait-il, et je ne crois pas qu'il y ait une bonne raison pour se départir de cette coutume."

5.—Les publications du gouvernement sont censées être traduites en français. En 1921 on comptait 612 publications anglaises, 190 françaises et la situation est encore la même. Cette année le rapport du ministère des Douanes, celui de l'hon. M. Bureau, n'est publié qu'en anglais.

6.—Le tarif des Douanes, document d'une importance capitale pour les industriels canadiens-français n'est pas publié en français cette année.

7.—Le rapport de la commission de géographie 1924 n'est pas non plus publié en français.

8.—Le rapport des Archives publiques, document de très grande importance n'est publié qu'en anglais cette année.

Il n'est donc pas étonnant que le "Soleil" (organe libéral) ait écrit en date du 22 octobre, 1922: "L'éternelle persécution du français dans l'administration fédérale se poursuit comme aux plus beaux jours du régime tory. Pour désagréable, basse et repoussante qu'elle nous apparait toujours, elle n'en est pas moins surprenante sous un régime libéral."

On pourrait prolonger encore beaucoup cette liste de griefs—mais le plus grand est celui que nous devons avoir pour le "bloc solide" qui a fait sourde oreille.

Ce fut le régime des yeux fermés et des bras croisés.

UNE AUTRE RAISON.

—Et... vous réussirez à gagner votre vie avec votre seule plume?

—Mais oui.

—Dans quelles revues écrivez-vous?

—Je n'écris pas dans les revues.

Tous les quinze jours, j'écris à mon père...

TRES EPATANT.

Un journal mondain nous fait part d'une innovation qu'il qualifie d'heureuse.

Sur les invitations de bal, on mentionne dorénavant l'heure du départ des invités.

La formule trouvée; elle variera naturellement suivant la littérature du maître de maison.

Par exemple:

"Le bal se terminera à deux heures."

On bien: "Chacun se tirera des frites". Ou: "Tout le monde se carapatera".

Ou encore: "A deux heures précises, les invités sont priés de décaniller".

Au besoin, les maîtres de maison pourraient s'entourer d'un peu de force armée pour flanquer à la porte les invités récalcitrants, ou ceux dont la montre retarderait.

REPLIQUE.

Dans une importante usine de constructions métalliques de Manchester, le directeur du personnel demandant à un ajusteur qui arrivait à l'atelier, à la "reprise", avec près d'une heure de retard:

—Ah! ça, d'où venez-vous donc?

—Moi? répondit l'homme... De me faire couper les cheveux.

—Pendant vos heures de travail?

Lors, avec une bonne foi admirable, ou du moins admirablement feinte:

—Est-ce qu'ils ne poussent pas pendant mes heures de travail?

Que de bienfaits oubliés par l'auteur lui valent mille souvenirs reconnaissants et mille prières.

COMMENTAIRES DE LA PRESSE

CANADA D'ABORD
"Le Canada d'abord et le Canada pour les Canadiens."
—"Calgary Herald".

LA DIFFERENCE
"Entre M. Meighen et M. King la différence c'est que M. Meighen n'est pas aveuglé.—Le "Journal".

ET APRES?
"Si M. King reste au pouvoir pour quatre autres années qui dirigera les destinées du pays."
—"London Free Press".

LA PROSPERITE
"Demandez-vous d'abord si vous êtes prospère et ensuite votez."
—"Kingston Standard".

ON SE REBELLE
"Le peuple ne veut plus être conduit comme des moutons."
—"Border Cities Star".

PRUDENT
"M. Dunning est certainement très prudent."
—"Winnipeg Tribune".

LA SITUATION
Tandis que nous achetons en grande partie des articles fabriqués dans les usines américaines par la main d'oeuvre américaine, nous leur vendons nos matières premières, enlevant ainsi du travail à des milliers d'ouvriers canadiens. — Le "Matin".

NOTRE DETTE
Si nous envisageons la position actuelle du Canada, nous constatons que le pays a une dette nationale de \$2,422,000,000, à part ses dettes provinciales, municipales, scolaires et privées. De plus, le Canada supporte une dette étrangère s'élevant à \$5,200,000,000 ou \$612.00 par tête, soit 2-1/4 fois autant que l'Allemagne. Et si nous additionnons le total de toutes ces dettes réunies, nous constatons que le Canada doit 3-1/2 fois plus que l'Allemagne.—"L'Evenement".

PATENAUDE AU LAC ST-JEAN
Nous n'avons qu'un moyen de développer notre pays et d'atteindre au but que nous avons en vue: c'est d'établir à travers le pays des centres industriels au coeur des régions agricoles... La densité de population, voilà ce qui manque dans certains districts. Ce qui était nécessaire dans la région de Chicoutimi, Kénogami et Lac St-Jean, c'était de créer des centres industriels afin de fournir un marché de consommation aux cultivateurs et plus de centres agricoles pour permettre aux chemins de fer d'étendre et d'améliorer les communications à travers la région.
—La Patrie—Montréal.

UNE POSSIBILITE
Le Canada peut-il être inondé sous le flot des marchandises étrangères qui lui viendrait des pays étrangers? La chose est indéniable et nous avons, à nos frontières, un voisin gigantesque dont le surplus de production peut très facilement franchir notre muraille tarifaire trop peu élevée.
Mais si un marché est bien protégé, comme l'est celui des Etats-Unis, cet envahissement n'est alors plus à craindre dans un petit marché comme le nôtre. Car les dangers d'inondation sont les mêmes dans un grand comme dans un petit marché.—"L'Evenement".

PROGRESSISTES D'ONTARIO
C'est la mort presque complète du parti progressiste ontarien fédéral, son extinction graduelle, sa disparition dont nous sommes témoins aujourd'hui. La diminution du nombre de ses candidats et l'alliance que ces derniers ont contractée avec le parti libéral laissent peu de doute à ce sujet. Pour se souvenir, ce parti n'avait pas, comme dans l'Ouest, un fort sentiment libéral-évangéliste et des besoins actionnaires et régionaux. Il manquait d'une base stable. — Le "Droit".

NOUS SERONS SEULS

"Ainsi l'Angleterre, la terre classique du libre-échange va suivre le mouvement protectionniste qui existe dans le monde entier.

On annonce, en effet, que des droits d'entrée vont être imposés en Angleterre aux manchons à gaz, aux gants, aux balais, aux articles en aluminium, au papier à enveloppe, à la coutellerie et à la laine filée.

Seul le Canada, en conservant au pouvoir M. King, Stewart, Norris, etc. Va-t-il persister dans son erreur économique?"
—Le "Matin".

LEUR ALLIANCE

La presse canadienne vient de publier une analyse de la situation électorale actuelle dans l'Ontario. Les statistiques qu'elle contient permettent de voir un peu plus clair dans le chaos formé par l'alliance entre les libéraux et les progressistes et dans les conséquences que cette alliance peut avoir.
—Le "Devoir".

TROP TARD.

Il est trop tard pour ménager quand on a tout dépensé.

Windsor Creamery LIMITED

GORDON M. BALLANTYNE
Président

WINDSOR — ONTARIO

CHICK CONTRACTING CO. LIMITED

ENTREPRENEURS GENERAUX
et Matériaux de Construction

TUYAUX D'EGOUT, PAVAGE, EXCAVATION
CIMENT, SABLE, CONSTRUCTION D'EGOUT
GRAVOIS, TUILES, ET NIVELAGE DE
BRIQUES, ETC. CHEMIN DE FER.

BUREAUX ET ENTREPOTS, 951 RUE McDOWGALL
TEL. 3686

WINDSOR, ONT.

PAPIER A CONSTRUCTION TELEPHONES:
Bureau, Gerrard 1124
MATERIAUX A Résidence, Gladstone 11
COUVERTURE Résidence, Gladstone 11

Cruise Brothers

COUVREURS EN GRAVOIS

95 Ave. Broadview TORONTO, ONT.

Revere House

ROBT. JOHNSTON
Prop.

Plan Américain, \$3.25 à \$5.00 par jour.

100 CHAMBRES
50 avec Bain

BROCKVILLE ONTARIO

Une Intéressante Publication Gratuite sur Demande

LES détenteurs d'obligations municipales et gouvernementales françaises, allemandes et autres étrangères trouveront quelque chose d'intéressant dans la livraison de février de "LE BULLETIN CHANGE ETRANGER" que cette firme publie chaque mois.

Il vient de sortir de l'imprimerie et contient toutes les cotes des obligations belges, françaises, italiennes, autrichiennes, russes et polonaises. Une revue des développements économiques et politiques à l'étranger est une autre caractéristique intéressante.

Notre Service des Statistiques a entrepris un travail méticuleux d'une obligation qui offre des occasions de faire beaucoup d'argent. Des détails complets seront donnés dans la livraison de février.

Nous serons heureux d'insérer votre nom sur notre liste de ceux à qui nous enverrons ce bulletin par la poste. Il ne vous engage à rien et peut facilement vous être utile pour la prospérité future.

M. GUSTAVE BRAULT
Gérant du Département Français.
La maison de placement de
C. M. CORDASCO & COMPAGNIE
Spécialise Exclusivement en Obligations
Etrangères, Municipales et Gouvernementales
Edifice Marcell Trust, 290 rue St-Jacques
MONTREAL

ENCOURAGEZ NOS ANNONCEURS.